



Initiative visant à interrompre le processus de radicalisation qui mène à la violence

Le rôle des familles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent : recommandations stratégiques et options programmatiques

Introduction

Lors de la sixième réunion ministérielle plénière célébrée à New York le 27 septembre 2015, les ministres des pays membres du Forum mondial de la lutte contre le terrorisme (GCTF) ont entériné le lancement de l'*Initiative visant à interrompre le processus de radicalisation qui mène à la violence (Life Cycle Initiative)* du GCTF. Dans le cadre de cette nouvelle initiative, le Groupe de travail du GCTF sur la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) a reçu le mandat d'élaborer des recommandations et des options programmatiques centrées sur le rôle des familles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

Les familles sont essentielles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Qu'il s'agisse de façonner des attitudes de non-violence ou de servir de « ligne de front » permettant de détecter les signes d'une radicalisation menant à la violence, de prévenir l'apparition de cette radicalisation et d'intervenir dans le processus de radicalisation, les familles représentent des partenaires clef dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, qui ne sont pourtant pas suffisamment mises à contribution. Or, alors que la nécessité de programmes de lutte contre l'extrémisme violent s'appuyant sur les familles est de plus en plus reconnue, l'intervention des familles présente de nombreux défis, allant de la détection de partenaires crédibles à la gestion des risques, en passant par l'identification des meilleures occasions d'intervenir. Il peut arriver parfois que les membres de la famille fassent aussi partie du problème, en particulier en l'absence d'une relation parent-enfant ou si celle-ci est conflictuelle. Dans de telles circonstances, il est possible à une personnalité crédible au sein de la communauté, ayant le respect de la personne concernée, de fournir un rôle d'appui et de proposer l'intervention nécessaire.

Du 23 au 25 mai 2016, sous l'égide du Groupe de travail sur la lutte contre l'extrémisme violent du GCTF, *Hedayah* (Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent) a organisé un séminaire sur le rôle des familles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Ce séminaire avait pour but : (1) l'identification des enseignements tirés et des bonnes pratiques ; (2) le recensement des approches programmatiques spécifiques en vue de responsabiliser et de soutenir les membres de la famille en tant qu'acteurs de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent ; et (3) la mise au point de ressources à l'intention des praticiens dans ce domaine émergent de la lutte contre l'extrémisme violent. Les recommandations stratégiques et options programmatiques présentées ci-dessous concernant le rôle des familles en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont l'aboutissement des discussions tenues lors du séminaire ainsi que de l'examen des publications en la matière émanant de milieux universitaires ou des

praticiens¹. Puisque les familles sont souvent les bénéficiaires secondaires des programmes généraux de lutte contre l'extrémisme violent plutôt que leurs participants au premier degré, les orientations ici données se superposent souvent aux bonnes pratiques générales en matière de lutte contre l'extrémisme violent.

Tous les États sont encouragés à envisager l'utilisation des présentes recommandations non contraignantes, tout en reconnaissant que la mise en œuvre de ces recommandations et options programmatiques doit être cohérente avec le droit international en vigueur ainsi qu'avec la législation et la réglementation nationales, et prendre en compte la diversité des histoires, cultures et systèmes juridiques des différents États. Les présentes recommandations, avec l'accent qu'elles font porter sur le rôle des familles en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, peuvent contribuer à élargir, compléter et soutenir le rôle directeur dévolu aux gouvernements nationaux en matière de lutte contre le terrorisme.

Recommandations stratégiques

Recommandation 1 : Donner la priorité au renforcement des réseaux sociaux fondés sur la famille (en particulier à l'influence parentale) afin de consolider la capacité de résistance à l'extrémisme violent.

La famille, en tant que vecteur de culture et de croyances, peut jouer un rôle central pour façonner des attitudes de non-violence. De manière générale, les réseaux sociaux et les groupes de pairs influent considérablement sur les processus de radicalisation menant à la violence, soit en les facilitant, soit en les fragilisant. Il est important que des réseaux sociaux positifs renforcent les normes non-violentes et consolident la capacité de résistance à l'extrémisme violent. Certains travaux de recherche ont démontré que la famille exerce encore plus d'influence que d'autres types de réseaux sociaux dans l'édification de points de vue individuels en matière de non-violence. L'influence parentale semble avoir une prépondérance particulière. Lorsque les parents n'ont qu'un impact minimal sur la prise de décision de leurs enfants, ils sont moins à même de les protéger contre une radicalisation menant à la violence. Dans de nombreux contextes, les relations « parents-fils » constituent une lacune particulièrement importante. Si des programmes parviennent à renforcer l'influence des familles sur les jeunes et à resserrer les liens entre individus et communauté dans son ensemble, l'attrait de l'extrémisme violent est susceptible de diminuer.

Recommandation 2 : Soutenir et responsabiliser les femmes (les mères en particulier) en tant qu'actrices de la prévention.

Les mères se trouvent au cœur de la famille, et sont souvent les mieux placées pour identifier, prédire et réagir aux possibles vulnérabilités à l'extrémisme violent. Souvent, les femmes sont aussi celles qui pourront proposer un contre-discours efficace : elles peuvent humaniser l'impact du terrorisme ou souligner les souffrances (de nature économique ou autre) que peut subir la famille d'une recrue lors de son départ. Il y a lieu de donner une plus grande portée à

¹ Cet examen a été effectué par le Bureau des conflits et opérations de stabilisation (CSO) du Département d'État des États-Unis. Le CSO a présenté les conclusions de cet examen lors du séminaire organisé par *Hedayah* au mois de mai. Les participants au séminaire ont reçu un exemplaire des résultats de la note de recherche du CSO, qu'il est également possible de se procurer sur requête auprès de l'Unité administrative du GCTF.

la voix des femmes. Pour que les mères puissent véritablement jouer un rôle de prévention, il est indispensable qu'elles soient informées et responsabilisées dans le cadre familial tout comme au sein de la communauté dans son ensemble. Les mères sont susceptibles d'identifier un risque émergent d'extrémisme violent, mais elles ne disposent pas toujours des instruments – ou du soutien – nécessaires pour empêcher leurs enfants de commettre un crime.

Recommandation 3 : Faire intervenir les pères ainsi que les figures masculines respectées dans la communauté, afin d'accéder aux groupes vulnérables et d'influer sur les discours culturels que les extrémistes violents manipulent.

Dans de nombreuses cultures, les hommes agissent en tant que chefs de famille et dirigeants communautaires, raison pour laquelle leur coopération est nécessaire à la réussite d'un programme s'appuyant sur la famille. Les pères et les hommes de la famille sont également au cœur de la construction des notions de masculinité, celles-là même que les organisations extrémistes violentes se sont révélées très aptes à manipuler et à militariser. Les pères, les frères et les hommes de la communauté peuvent œuvrer à estomper ces discours – notamment en attirant l'attention sur le caractère fallacieux de la propagande de l'extrémisme violent, ou en mettant en exergue les valeurs non-violentes culturellement pertinentes inhérentes au fait de protéger la famille et de pourvoir à ses besoins. Alors que plusieurs programmes visent à soutenir les mères en tant qu'actrices de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, les pères sont encore un chaînon manquant. Les instruments et programmes visant à soutenir les mères devraient être ouverts à la participation des pères, afin de renforcer leur capacité et leurs compétences, y compris eu égard à la manière de communiquer avec les enfants.

Recommandation 4 : Faire en sorte que les programmes de prévention de l'extrémisme violent contribuent à la création d'obligations familiales.

Les obligations familiales peuvent jouer un rôle préventif important, notamment en « augmentant le coût » de la participation à l'extrémisme violent. D'après certains travaux de recherche, les individus investis du rôle de principal soutien de la famille sont moins susceptibles de se radicaliser et de devenir violents. Les obligations envers une épouse, des enfants, des parents âgés ou tout autre membre de la famille peuvent « ancrer » une personne dans une attitude pacifique. Cependant, il convient de ne pas surestimer cette appréciation : souvent, les obligations familiales ne sont pas suffisantes en soi pour empêcher une radicalisation violente. Néanmoins, les travaux de recherche ont déterminé que même lorsque des individus adhèrent aux croyances de l'extrémisme violent et qu'ils ont l'occasion de passer à l'acte sur la base de ces croyances, leurs obligations familiales peuvent l'emporter sur leur engagement idéologique naissant. Déconstruire le discours de l'extrémisme violent ne suffit pas à diminuer la vulnérabilité à l'embrigadement et à une radicalisation menant à la violence ; aussi est-ce la construction sociale d'un contre-discours alternatif, positif, qui dotera les familles de la capacité d'intervenir.

Recommandation 5 : Tirer parti du rôle joué par les relations familiales afin de réhabiliter et réinsérer les extrémistes violents.

La famille peut agir en tant que « facteur d'incitation » à l'abandon de la violence par les extrémistes, et l'approche s'appuyant sur la famille s'est révélée être un facteur clef des efforts de réhabilitation et de réinsertion. Les obligations familiales ou le désir de fonder une famille peuvent constituer un motif important de démobilisation par rapport à l'extrémisme violent. Puisque la démobilisation est un processus dynamique et non un événement statique, les liens familiaux semblent être un facteur déterminant pour l'obtention de résultats et la création de certaines « ouvertures cognitives » grâce auxquelles d'anciens extrémistes violents peuvent réévaluer leur engagement. Plusieurs programmes de démobilisation mettent l'accent sur les attaches familiales des anciens extrémistes ou leurs liens envers leur communauté. Ceux dépourvus de liens familiaux étroits sont incités à les construire : à leur libération, d'anciens prisonniers ont ainsi reçu une assistance pour trouver une épouse, on leur a fourni un logement, voire un emploi. Les liens familiaux et communautaires qui promeuvent la non-violence semblent constituer l'un des meilleurs remparts contre la participation à l'extrémisme violent.

Recommandation 6 : Se concentrer sur la sensibilisation des membres de la famille aux signes de radicalisation violente et aux techniques de prévention.

Les familles sont rarement armées des connaissances ou des outils suffisants pour prévenir une radicalisation menant à l'extrémisme violent ; elles courent le risque d'être couvertes d'opprobre, réprouvées, jugées, pointées du doigt, privées d'emploi ou ostracisées lorsqu'elles tentent de dialoguer. Si les parents sont souvent les premiers à reconnaître les signes annonciateurs d'une radicalisation menant à la violence, ils ne disposent pas toujours des compétences qui leur permettraient d'en traiter les aspects politiques, psychologiques, sociologiques ou idéologiques. Pour être efficace, tout effort d'éducation des familles devrait porter, entre autres, sur : (1) les signes annonciateurs d'une radicalisation qui mène à la violence ; (2) le développement infantile, notamment la manière dont l'entrée dans l'adolescence rend les jeunes plus vulnérables à l'extrémisme violent ; (3) l'utilisation de la technologie, en particulier des réseaux sociaux, par les organisations extrémistes violentes ; (4) la manière de tenir des débats actifs et constructifs au sein de la communauté ; et (5) les canaux ou médias permettant de débattre de ces sujets (par exemple en ligne, à la radio, à la télévision, dans des forums ou des groupes de réflexion). Il convient également de mettre en place des espaces sécurisés de communication pour que les parents puissent signaler les indices annonciateurs d'une radicalisation, et de se doter d'infrastructures regroupant des spécialistes capables de prendre en charge les jeunes vulnérables avant que ceux ne finissent par poser un risque en matière de sécurité.

Recommandation 7 : Promouvoir une interaction entre les familles et les autorités, en particulier les forces de sécurité, afin d'encourager le partage d'informations, la coopération et les occasions de collaborer à la prévention.

Il est possible d'encourager les familles à travailler avec les autorités pour prévenir la radicalisation violente et le recrutement. Dans certains environnements, le manque de confiance suscité par les autorités officielles fait renoncer aux efforts de prévention s'appuyant sur les familles. Les approches de la lutte contre le terrorisme, souvent sécuritaires par nature, ont tendance à diminuer la volonté des familles de signaler les risques aux autorités ou de chercher à obtenir de l'aide lorsque leurs enfants deviennent la proie des recruteurs de l'extrémisme violent. Il arrive parfois que la communauté locale, en totalité ou en partie, voie le fait de collaborer avec les autorités comme une action risquant de se retourner contre elle, voire comme un danger. Pour que le partage d'informations soit efficace, et pour que de telles informations ne soient pas utilisées à mauvais escient, il convient d'édifier la confiance entre les familles, les communautés locales et les autorités locales. Dans les régions à forte présence de dirigeants communautaires, une approche plus globale de l'appui à apporter aux personnes vulnérables permettra d'atteindre un plus grand nombre de personnes. Une telle approche globale exige d'établir des liens avec les acteurs sociaux et les institutions, et passe par l'inclusion de la société civile.

Recommandation 8 : Réduire l'isolement des familles, notamment des femmes et des enfants, afin de renforcer la capacité de résistance à l'extrémisme violent.

Par nature, la capacité de résistance à l'extrémisme violent relève de multiples niveaux. Il s'agit d'une faculté non pas individuelle uniquement, mais qui s'inscrit dans le cadre familial et communautaire, exige des valeurs communes, des réseaux sociaux forts et des mécanismes partagés de règlement des problèmes. Or, dans de nombreuses communautés, les femmes et les enfants n'ont qu'un accès limité à la sphère publique. Cet isolement social limite les interactions avec les autorités, notamment avec les forces de l'ordre, et réduit les occasions pour les familles, en particulier les mères, de partager des informations avec d'autres familles en dehors du foyer. Ce phénomène entrave l'identification constructive de la radicalisation, et, par conséquent, sape les efforts de prévention. Lorsque de telles dynamiques d'isolement prédominent, les extrémistes violents jouissent d'une plus grande liberté de circulation et bénéficient de moyens et de possibilités d'entrer en contact avec des recrues potentielles sans être détectés.

Recommandation 9 : Adapter les interventions au niveau familial aux cultures locales, et les inscrire au sein de partenariats locaux.

Du fait qu'elles sont par nature délicates, les interventions au niveau familial peuvent involontairement mettre en danger ceux qui y prennent part et faire le jeu des extrémistes violents, en alimentant leurs discours de recrutement et de radicalisation menant à la violence. Lorsque ces interventions sont perçues comme une intrusion menée par des personnes extérieures et menaçant les valeurs locales, elles peuvent contribuer à l'attrait du discours des recruteurs pour l'extrémisme violent. Il est donc d'autant plus prioritaire d'identifier des partenaires locaux crédibles – que l'on fera intervenir activement dans les consultations débouchant sur la conception et la mise en œuvre du programme.

Recommandation 10 : Faire en sorte que les interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent destinées aux familles soient multidimensionnelles, durables, flexibles, et capables de surmonter les revers rencontrés à court terme.

Les approches communautaires globales deviennent la marque distinctive de la lutte contre l'extrémisme violent, et elles sont tout particulièrement efficaces pour apporter un soutien aux familles protagonistes de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. C'est en regroupant les parents, les enseignants, les travailleurs ou conseillers sociaux, les dignitaires religieux, la police et la jeunesse que l'on peut parvenir à une mise en commun des différentes perspectives et expériences afin de réaliser un travail efficace de prévention. Par exemple, les travailleurs sociaux et les dignitaires religieux peuvent utiliser les informations ainsi obtenues pour aider les familles à devenir des participants actifs et informés au service de leurs proches, notamment en les faisant se centrer sur les besoins, difficultés et frustrations spécifiques de leurs proches. Sans cet appui, l'approche adoptée par les membres de la famille risque de produire l'effet contraire à celui recherché.

Il faut du temps pour concevoir et mettre en œuvre ce type de travail, ainsi que pour en voir les résultats ; il convient que les décideurs politiques, en particulier, restent conscients de cet horizon temporel lointain. Les interventions doivent pouvoir, le cas échéant, surmonter les échecs et être capables d'adaptation. Aussi doit-on voir comme un élément positif, et non pas négatif, le fait d'admettre qu'un programme ait échoué, d'être capable de le réorienter et d'en faire la preuve.

Options programmatiques

Les options suivantes peuvent être prises en considération lors de la conception et la mise en œuvre de programmes de soutien aux familles en tant que protagonistes de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Elles proviennent d'une palette de contextes régionaux et ne sont énumérées qu'à des fins d'illustration ; aussi doivent-elles être adaptées en fonction du contexte avant leur mise en œuvre.

Renforcement de la capacité parentale

- Organiser des événements au sein de la communauté afin de sensibiliser les parents et les familles à l'extrémisme violent. Les thèmes abordés lors de tels événements pourraient inclure : l'idéologie de l'extrémisme violent, l'utilisation des réseaux sociaux par les extrémistes violents et leurs tactiques de recrutement. Dans les interactions avec les parents, il serait bon d'adopter une approche fondée sur le dialogue, pour les mettre à l'aise lors de la discussion de ces sujets.
- Élaborer un guide simple à l'emploi et d'autres outils à l'intention des parents qui engagent le dialogue avec leurs enfants au sujet de l'extrémisme violent. Dans ce cadre, il peut être utile de recourir à une terminologie différente, ou d'encadrer les choses à travers un filtre différent (par exemple, parler « d'édifier la résilience » plutôt que de « lutter contre l'extrémisme violent »).
- Axer les formations pour les femmes (en tant qu'épouses, mères, figures respectées dans la communauté ou d'autres rôles importants) sur la détection des signes de

radicalisation et l'adoption de techniques de prévention. Créer des espaces de sécurité socialement acceptables pour la tenue de telles formations. Mettre l'accent sur des compétences telles que l'écoute, la communication, l'empathie et la capacité de persuader les enfants. Intégrer, au sein de ce type de programmes, des activités d'entrepreneuriat féminin générateur de revenus à domicile ; de telles activités peuvent avoir des répercussions positives en donnant aux femmes davantage d'assurance pour aborder la thématique de l'extrémisme violent.

- Former les parents pour qu'ils apprennent à reconnaître et à déconstruire les discours prônant l'extrémisme violent. Inclure la manière dont les parents peuvent répondre aux possibles récriminations communes des jeunes, ou même de la communauté dont ils font partie, qui sont exploitées par les extrémistes violents. Le processus d'embrigadement à l'extrémisme violent fait fortement appel aux connexions et expériences émotionnelles. Il serait bon que les membres de la famille évitent d'argumenter sur des éléments factuels lorsqu'ils tentent de dialoguer avec des jeunes qui montrent des signes de radicalisation menant à la violence.

Soutien de la communauté aux familles

- Dispenser aux travailleurs sociaux une formation professionnelle supplémentaire pour leur apprendre à reconnaître les indices d'une possible radicalisation chez les jeunes et à la combattre. Mettre l'accent sur la manière de communiquer et d'interagir avec les parents et/ou la famille d'un jeune dans le cadre du processus de prise en charge et de conseil.
- Sensibiliser les dirigeants religieux, conjointement à d'autres acteurs de la communauté, lorsqu'ils fournissent des orientations aux familles en tant que génératrices d'une capacité de résistance à la radicalisation violente. Mettre sur pied ou renforcer des structures de conseillères spirituelles féminines qui seront plus à même de travailler efficacement avec les femmes en tant que mères, épouses ou figures respectées dans la communauté. Faciliter la constitution de réseaux de dignitaires religieux, de travailleurs sociaux, d'éducateurs et d'agents des forces de l'ordre dans le contexte des approches multidisciplinaires à l'appui des familles dans leur rôle de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Mettre sur pied des permanences téléphoniques, et les doter de personnel, à l'intention des parents, des membres de la famille et de toute personne souhaitant recevoir des conseils sur la manière de faire face à des signes de radicalisation menant à la violence au sein de la famille. Annoncer la création de ces permanences téléphoniques en tant que ressources dignes de la confiance des parents et des familles, ce qui pourrait signifier de les établir au sein d'organisations non gouvernementales. Doter ces permanences téléphoniques d'équipes multidisciplinaires.
- Poursuivre ou étendre le recrutement d'agents de police féminins, et les former à dialoguer avec les femmes et les filles au sein des communautés à risque en matière de recrutement et de radicalisation menant à la violence.

Approches fondées sur l'école

- Renforcer la participation des écoles, en particulier des enseignants, au dialogue avec les parents sur la problématique de l'extrémisme violent. Créer des matériels d'information sur la radicalisation menant à la violence et la prévention, et s'il en existe déjà, les utiliser et les diffuser auprès des parents et des familles ; ces matériels devraient renforcer les approches relatives à la lutte contre l'extrémisme violent adoptées par les écoles.
- Soutenir les écoliers les plus âgés qui pourront agir comme mentors ou modèles dans les activités de lutte contre l'extrémisme violent destinées aux écoliers plus jeunes ; ces activités peuvent aborder directement la thématique de l'extrémisme violent ou encore faire participer les jeunes dans des processus alternatifs positifs, actifs et stimulants.
- Organiser dans les écoles un programme d'exposés par des « anciens », leurs frères et sœurs et leurs parents. Faciliter des dialogues de suivi entre les élèves et leurs enseignants. Concevoir des manières appropriées et constructives pour que les écoliers puissent aborder ces questions avec leurs frères et sœurs.

Communication et lutte contre l'extrémisme violent

- Dispenser aux parents et aux familles des formations consacrées spécifiquement à la sécurité sur internet. Inclure des sujets tels que le cyber-harcèlement et les jeux d'argent en ligne, afin d'éviter que les jeunes ne soient stigmatisés par une association systématique avec l'extrémisme violent. Informer les parents sur les manières constructives d'observer, de guider et d'intervenir dans le comportement de leurs enfants sur internet et les médias sociaux.
- Concevoir des applications dans les médias sociaux, et les faire connaître, destinées à interagir avec les frères et sœurs ou les camarades et à les aider à identifier et prévenir la radicalisation menant à la violence. Proposer des options alternatives fortes et attrayantes auxquelles les enfants les plus âgés pourront avoir recours dans leur dialogue avec leurs frères et sœurs plus jeunes.
- Produire ou soutenir la production de documentaires ou de courts métrages de fiction sur la radicalisation et l'embrigadement des jeunes, mettant en exergue les dynamiques internes et l'impact négatif de ces phénomènes sur les familles. Mettre l'accent sur les expériences vécues, et faire entendre la voix de membres importants de la famille de terroristes y compris, par exemple, des auteurs d'attentats suicides ou des « combattants terroristes étrangers ». Organiser, à l'intention des familles, des projections de ces films au sein des communautés, qui seront le point de départ d'un dialogue avec les familles sur cette problématique et la manière d'y faire face. Il convient de procéder avec tact lorsque l'on travaille avec des membres de la famille s'investissant en tant que porte-étendards de la lutte contre l'extrémisme violent, et ne s'engager sur cette voie que lorsque ceux-ci se sentent suffisamment à l'aise et en sécurité pour prendre la parole.

Réhabilitation et réinsertion

- Fournir des perspectives et un soutien social, psychologique et de toute autre nature aux membres de la famille d'extrémistes violents emprisonnés, s'il y a lieu.
- Faciliter l'organisation de groupes informels de soutien familial pour les membres de la famille d'extrémistes violents. Encourager leurs activités sociales ou de loisir, en vue de créer un esprit de corps entre ces familles et de leur apporter un soutien, tout en édifiant leur confiance envers les autorités.